

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 1er mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ISONAT SAS
ZI Bonvert
rue Barthélémy Thimonnier
42300 Mably

Références : 20230301_UIDLHL_EAR_62_RAP
Code AIOT : 0006112461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2023 dans l'établissement ISONAT SAS implanté ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 Mably. L'inspection a été annoncée le 27/02/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a eu connaissance d'un départ d'incendie sur le site ISONAT de MABLY la nuit du 26 au 27 février 2023. L'exploitant a joint l'inspection le jour même à 8h30 pour faire un point sur l'incident, lequel n'a pas fait de victime ni de dégât important, et il a été convenu d'une visite de contrôle dès le lendemain.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ISONAT SAS
- ZI Bonvert rue Barthélémy Thimonnier 42300 Mably
- Code AIOT : 0006112461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site ISONAT, Groupe SAINT-GOBAIN, est spécialisé dans la fabrication de panneaux isolants rigides et souples à base de fibres de bois. Une procédure d'autorisation environnementale est en phase de décision pour l'extension des activités par ajout d'un défibreux et d'un séchoir supplémentaires en vue du fonctionnement simultané des deux lignes de production.

L'incendie du 27 février s'est déclenché vers 3h00 du matin dans le four de séchage de la ligne FLEX, laquelle ne met pas en oeuvre de pMDI.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'incident
- Procédures et dispositifs de sécurité incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site mettant en oeuvre du pMDI sur la ligne de production de panneaux rigides, l'exploitant est invité à s'équiper d'un détecteur de HCN portatif.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.1.3	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
4	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
5	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.3.3	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
7	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.5.3	/	Prescriptions complémentaires	15 jours
8	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.5.4	/	Prescriptions complémentaires	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.1.1	/	Sans objet
3	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4	/	Sans objet
6	Incident du 27/02/23 à 3h00	Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le système d'alerte et de gestion de l'incident a montré son adaptation à la situation. L'inspection propose des prescriptions particulières dans le projet d'arrêté d'autorisation concernant les procédures de nettoyage du four de séchage, qui est un point sensible en matière de risque incendie, le suivi du système d'extinction par déluge installé dans le four, et la gestion des accès au site en cas d'incident/accident.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté de l'installaton
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'à la suite de l'incident, une vérification du four de séchage a été réalisée Les opérations de nettoyage se fontt tous les 10 ou 15 postes pour limiter le risque lié à l'encrassement de la zone Ces opérations sont confiées en Sous-traitance : depuis l'arrivée d'un nouveau chef d'équipe, il a été constaté une baisse de la qualité de nettoyage, l'ancien chef d'équipe connaissait bien les opérations à réaliser, ce n'est pas le cas du nouveau. Certaines zones d'accumulation de poussières du fait de la configuration du four et des systèmes d'échanges brûleurs/ventilateurs ont été mal nettoyées. Par ailleurs il a été constaté une défaillance partielle du système d'extinction automatique : certaines têtes étaient encrassées même bouchées (elles étaient sèches lors du contrôle post-incident donc elles ne se sont pas déclenchées)
Observations : Non conforme L'inspection propose une disposition particulière sur le nettoyage du four et l'audit du sous-traitant sur cette mission dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation du site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Les secours ont été alertés et accueillis à l'entrée principale du site puis pilotés dans le site par le chef d'équipe présent. A noter : des exercices sont réalisés régulièrement sur site à l'initiative de l'exploitant ou à la demande des pompiers qui connaissent donc plutôt bien les lieux et risques associés
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : Les secours ont été alertés et sont arrivés sur site en 15 minutes maximum Les employés présents, dont le chef d'équipe qui est ESI et qui était celui présent lors de l'exercice avec les pompiers avaient en tête les axes d'intervention. Le chef d'équipe a déclenché les organes de sécurité, dont le déluge du four en anticipation de son déclenchement automatique, appelé les pompiers, évacué les personnels, accueilli les pompiers et a aidé le COS à guider les opérations. Le chef d'équipe doit bénéficier d'une formation ESI en recyclage en mars 2023
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Déroulé de l'incident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Point de départ de l'incendie : Montée en T° de zone 4 à 238°C du four de séchage de la ligne FLEX - ligne sans mise en oeuvre de pMDI - L'équipe a déclenché le déluge manuellement en anticipation du déclenchement automatique. - L'équipe a utilisé des RIA qui sont le long four - Le Chef de poste a appelé les pompiers - 3 camions et une vingtaine de pompiers sont arrivés, pour faire face à toute éventualité. - Le site est passé en mode "pollution" au bassin d'orage mais aucun écoulement vers le bassin d'orage n'a été constaté. L'eau est restée confinée à proximité du four, beaucoup d'eau a été absorbée par le tapis de Flex et séchage par la chaleur de l'autre ligne - Les secours sont arrivés en 15 mn. L'équipe de relève du site est arrivée à 5h et équipe de nuit partie vers 5h30. - Les brûleurs se sont bien mis en sécurité, le gaz a été coupé à la vanne de tête à l'arrivée des pompiers - Pas de blessé, dégâts matériels peu importants. - les Pompiers sont partis vers 6h30. Ils ont indiqué à l'exploitant ne pas avoir mis en oeuvre leurs moyens de lutte contre l'incendie, les RIA du site ont suffi à l'extinction une fois le tapis FLEX sorti du four <p>Constat après incident : Défaillance partielle du système d'extinction automatique ; certaines têtes étaient encrassées même bouchées. A la vérification des têtes un certain nombre étaient sèches car encrassées. L'orientation verticale de certaines têtes a fait perdre la moitié du faisceau (sur les Z5 et Z7 du four notamment) ; certaines rampes n'avaient aucune tête en état de fonctionner.</p> <p>Le système d'extinction machine n'est pas soumis à contrôle réglementaire</p>
<p>Observations : Non conforme - Une prescription particulière est proposée au projet d'arrêté préfectoral d'autorisation du site</p> <p>Même si le système de déluge du four n'est pas soumis à contrôle périodique réglementaire, l'exploitant doit s'assurer du bon état des systèmes de sécurité/prévention des risques. Le système d'extinction par déluge dans le four, s'il avait fonctionné, aurait vraisemblablement été suffisant pour arrêter la combustion. L'avancement du tapis de Flex dans le four a contribué à propager l'incendie dans ses différentes cellules, alors même que le déluge n'était pas opérationnel sur certaines zones.</p> <p>Le four comporte 8 cellules sur une longueur de 35 m environ. Le système de déluge comporte une rampe centrale par cellule sur l'étage et deux rampes latérales par cellule en zone basse.</p> <p>Le système de déluge doit faire l'objet d'un suivi particulier. Après remise en état des têtes et tests de vérification en suite de l'incident, il convient d'ajouter une procédure spécifique dans les plans de maintenance pour la vérification du système et fréquence des tests des têtes Au jour de l'inspection, l'exploitant a lancé une action pour définir la périodicité de vérification/nettoyage/tests après une période d'observation : le système a été installé il y a quelques années et amélioré en 2020 mais n'avait jamais été contrôlé</p> <p>La procédure devra prévoir de s'assurer après nettoyage de l'orientation à 45° des têtes pour éviter</p>

toute perte de déluge
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Détection et extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de substance particulière/fumée. Notamment le bâtiment principal devra être équipé d'un système d'extinction automatique. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : Le système d'extinction par déluge à l'intérieur du four de séchage de la ligne FLEX n'est pas soumis à contrôle périodique. Cependant l'exploitant doit assurer son entretien régulier conformément aux référentiels connus. voir constat n°4
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation et son volume ne devra pas être inférieur à 1935 m ³ . Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
Constats : Les eaux d'extinction ont été contenues dans le bâtiment, absorbées en partie par le tapis FLEX qui était en cours de séchage dans le four, évaporées en partie sous l'effet de la ventilation naturelle et mécanique des installations Le chef de poste avait mis le bassin de rétention en mode "pollution" mais aucun écoulement n'est sorti du bâtiment Le tapis FLEX a été pour la partie consommée stocké sur une zone étanche puis en benne en vue de son élimination, et pour la partie non consommée mais humide conservée dans le bâtiment pour être recyclée dans le process.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Cette prescription n'a pas été contrôlée sauf pour ce qui concerne la détection/extinction dans le four de séchage. L'exploitant a indiqué qu'en dehors du système d'extinction par déluge, qui a été activé manuellement par anticipation et qui s'est avéré en partie défaillant, les sécurités du four ont fonctionné normalement (arrêt de la ligne de séchage et mise en sécurité des brûleurs).
Observations : L'exploitant précisera la cinétique de déclenchement des sécurités du four de séchage et notamment : <ul style="list-style-type: none"> - température de consigne à laquelle les brûleurs se mettent en sécurité - conditions de déclenchement de l'alarme - conditions de déclenchement automatique du déluge
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Incident du 27/02/23 à 3h00

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2016, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1, les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc., l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Constats : Les consignes semblent avoir été bien respectées et paraissent adaptées à la gestion d'une situation d'incident même hors période diurne. La gestion des accès est à réviser cependant, un journaliste ayant pu pénétrer sur site pendant l'évènement, ce qui aurait pu le mettre en danger ou mettre en danger les intervenants.</p> <p>L'inspection a été appelée à 8h30 le 27 février (2h environ après le départ des secours) et reçue pour un contrôle dès le lendemain.</p> <p>L'exploitant a prévu les améliorations suivantes :</p> <p>=> four renforcement du nettoyage et audits de contrôle et recherche d'un nouveau prestataire de nettoyage</p> <p>=> déluge : remise en état des têtes et tests de vérification ; ajout dans les plans de maintenance vérification et fréquence des tests des têtes ; S'assurer après nettoyage de l'orientation à 45° des têtes pour éviter toute perte de déluge</p> <p>Tout a été remis en état côté ligne, les tests étaient en cours au moment de l'inspection</p> <p>Un contrôle avec le chef de production était programmé avant remise en service de la ligne, prévue l'après-midi du 28/02/23</p> <p>Le feu n'a pas abîmé l'habillage du four (les tôles sur les côtés, les isolants au plafond n'ont pas subi de dommage)</p>
Observations : Une prescription particulière est proposée au projet d'arrêté préfectoral d'autorisation du site pour le contrôle des accès au site pendant un incident/accident
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 15 jours

